

Délibérations du Conseil Communautaire du 11 juillet 2024

L'an deux mille vingt-quatre le onze juillet à vingt heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Bassercles - Salle Polyvalente, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

Date de la convocation : vendredi 05 juillet 2024

Présents : Delphine BARREAU (BEYRIES), Dominique HONTANG (BRASSEMPOUY), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ), Roland GODDE (NASSIET), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Jean ROHFRITSCH (GAUJACQ)

Absents : Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN)

Procurations : Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN) a donné pouvoir à Florence BERGEZ, Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU) a donné pouvoir à Bernard DUGACHARD, Gérard GRAZIANI (DONZACQ) a donné pouvoir à Thierry LABORDE, Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE) a donné pouvoir à Hervé GUICHENEUY, Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ) a donné pouvoir à Maryse DUPRAT, Ludovic NOUGARO (POMAREZ) a donné pouvoir à Pascal CASSIAU, Karen RICARRERE (AMOU) a donné pouvoir à Alain LUBET

Représentés : Martine HILLOTTE représenté par Delphine BARREAU (BEYRIES); Dominique TOULOUSE représenté par Dominique HONTANG (BRASSEMPOUY)

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	22
Pouvoirs	7
Votants	29

N° DEL20240711-001 Instauration de la TEOMi

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général des impôts et notamment les articles 1522bis, 1636 B undecies et 1639 A bis ;

Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dite Grenelle 1) ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

Vu le décret n° 2012-1407 du 17 décembre 2012 pris en application de l'article 1522 bis du Code général des impôts et relatif aux modalités de communication des données concernant la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 19 décembre 2005 instaurant une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sur le territoire de la Communauté de communes desservi par le Syndicat mixte du SIETOM de Chalosse ;

La Tarification incitative (TI) du service public de gestion des déchets est apparue dès 2009 comme un levier pour la prévention de la production des déchets ménagers et assimilés (DMA).

Elle permet de corrélér, au moins en partie, la production de déchets (donc l'utilisation du service) à son financement.

Elle vise par ailleurs, à travers la responsabilité des usagers, à impulser une modification des comportements dans un but de réduction de la production des ordures ménagères.

L'impact attendu de la mise en place d'une TI porte sur plusieurs volets :

- Réduction globale des déchets ménagers et assimilés produits par habitant,
- Amélioration du taux de valorisation des déchets,



- Optimisation du service de collecte (adaptation des fréquences, parcours et optimisation du nombre d'opérateurs de collecte)
- Maîtrise du coût moyen par habitant du service public de gestion des déchets (SPGD).

Les lois dites Grenelles 1 et 2 susvisées proposaient de mettre en place une TI.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte susmentionnée prévoit que les collectivités territoriales progressent vers la généralisation d'une TI en matière de déchets et pose un objectif de vingt-cinq millions d'habitants concernés par la TI en 2025, confirmé par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire précitée.

La communauté de communes de Coteaux et Vallées des Luys a considéré l'étude préalable (réalisée par le SIETOM de Chalosse) à la mise en place d'une TI sur son territoire lors de la conférence des Maires du 19 juin 2024. Cette étude s'est conclue, par le souhait de mettre en place d'une Taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi), sur l'intégralité du territoire de la CC desservi par le SIETOM de Chalosse à compter du 1^{er} janvier 2029.

L'assemblée délibérante a bien noté que le choix de constituer une part incitative de la TEOM assise sur la quantité (en volume) et la nature des déchets produits (ordures ménagères résiduelles), qui s'ajoute à la part fixe de la TEOM déterminée selon les modalités habituelles.

Il est précisé que cette institution d'une part incitative de la TEOM nécessitera également de fixer, chaque année, le tarif de manière à ce que le produit de la part incitative soit compris entre 10 % et 45 % du produit total de la TEOM.

L'assemblée délibérante a bien noté que le choix du régime d'instauration de la nouvelle TEOMI (régime général ou régime dérogatoire N°2) sera délibéré l'année précédant l'instauration effective de la tarification incitative.

Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,

Article 1 - D'instituer une part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à compter du 1^{er} janvier 2029.

Article 2 - Autorise Madame la Présidente à signer tout acte ou document se rapportant à la présente délibération

Article 3 – Charge Madame la Présidente de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Vote : Adopté à la majorité des suffrages
exprimés avec une voix contre et une abstention